



EN DIRECT

DU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE ENEDIS

Bulletin de juillet 2018

DERNIÈRE MINUTE

DÉCLARATION SUITE AUX ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES DANS LE SUD-OUEST ET LE CENTRE DE LA FRANCE

Des orages violents touchent depuis hier le sud-ouest et le centre de la France, provoquant de nombreuses coupures. Spontanément, les salariés des départements voisins appelés en renforts ont refusé de partir pour signifier leur exaspération

devant le refus des dirigeants d'entendre leurs revendications après plusieurs semaines de conflit. **La CGT soutient, appuie et revendique cette action décidée par les salariés.** (...)

lire la suite p4

CCE DU 5 JUILLET 2018 DÉCLARATION LIMINAIRE



Il aura fallu plus de 3 semaines d'un conflit généralisé et dur pour que les dirigeants d'ENEDIS ouvrent des négociations... Entêtement coupable qui en dit long sur l'état des relations sociales à ENEDIS.

De ce fait, les dirigeants d'ENEDIS portent seuls la responsabilité de la persistance du conflit : comment agir autrement quand on n'est pas écouté, souvent méprisé ? **Faudra-t-il que toutes les métropoles tombent comme MONTPELLIER pour enfin se faire entendre ? C'est une vraie question.**

La rencontre avec le Président d'ENEDIS, Philippe Monloubou, le 25 juin apporte quelques avancées en particulier sur l'emploi, les sites de travail, ou avec le report des dossiers Astreinte et Géolocalisation. Pour autant, trop de sujets sont assujettis aux résultats de futures concertations alors que d'autres font l'objet de prises de position floues, voire sont ignorés. (...)

lire la suite p2

ILS ONT [VRAIMENT] BESOIN DE VACANCES... DÉFINITIVES !

lire p4

L'appréciation CGT sur les sujets à l'ordre du jour

ÉVOLUTION DES BRIPS : CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN À VOIR !

La direction se targue depuis plusieurs mois de concertation sur ce dossier. C'est faux ! Avec la CGT en tout cas. (...)

lire p3

CINKE-PRV : TOUT VA BIEN !

Vous faire travailler plus, cela semble vous satisfaire, d'après la direction (...)

lire p3

POLITIQUE ET STRATÉGIE SI À ENEDIS :

LES SI SONT AU SERVICE ! ÉLOGE DU BON SOLDAT...

La feuille de route de la DSI est alignée sur le projet « plus loin ensemble, un nouvel élan »... C'est tout dire ! (...)

lire p3

BILAN SOCIAL : UNE PHOTOGRAPHIE D'UNE POLITIQUE ANTISOCIALE

Cela va être assez compliqué de faire face à nos besoins sur le plan industriel puisqu'une fois de plus le nombre de salariés d'exécution baisse, (...)

lire p4

DÉCLARATION LIMINAIRE

CCE DU 5 JUILLET 2018

(→ suite) Les salariés doivent apprécier les propositions d'ENEDIS globalement, c'est-à-dire en y ajoutant le résultat des négociations locales. Celles-ci apporteront, peut-être, des compléments et des précisions sur les mesures nationales. Par exemple, l'arrêt immédiat des dossiers d'externalisation d'activités ou des modes de management issus du dossier CSV2 ne peuvent rester sans réponses.

Aujourd'hui, les salariés qui se sont mobilisés peuvent à la fois se féliciter des premiers résultats de leurs actions, qui montrent que rien n'est écrit par avance et que la mobilisation paye, mais aussi avoir un goût d'inachevé.

En effet, on le voit, la négociation est loin d'être aboutie... Mais, déjà, certaines DR cherchent à minimiser les inflexions politiques annoncées et les remettent en cause. Leurs propos sonnent comme des menaces alors que se poursuivent des manœuvres d'intimidation et de pression sur les salariés grévistes.

En donnant un blanc-seing à l'expression de la frustration de quelques dirigeants, la direction nationale prend de grands risques. Elle pourrait provoquer la poursuite d'un mouvement sous des formes plus dures ou générer un climat délétère durable avec des conséquences négatives sur l'activité quotidienne du distributeur.

Vu l'attitude de certains dirigeants dans les DR, on est très loin des propos du Président d'ENEDIS sur l'absence d'esprit revanchard suite au conflit. Si de tels agissements devaient perdurer, ce serait une nouvelle illustration d'une absence de loyauté dans les discussions de la part des directions.

En outre, certains dirigeants feraient mieux de tirer les enseignements du conflit, et de s'interroger sur leur rôle, leurs attitudes, leur conception du management. Par exemple, se sont-ils grandis en niant l'existence des dossiers Astreinte et Géolocalisation pour maintenant déclarer les reporter ? Se sont-ils grandis en déclarant qu'ils ne céderaient rien et allaient « casser » la CGT ?

Leur autorité et leur crédibilité sortent une fois de plus écornées. L'autoritarisme dont ils font preuve n'est qu'un pathétique moyen de masquer leurs insuffisances.

Heureusement, les managers attachés aux valeurs du service public, compétents et appréciés de leurs équipes existent... Et nous constatons que ce sont eux qui aujourd'hui nous aident par leurs informations et contribuent à contrer une politique inepte. Compétences, courage, valeurs... Il serait temps que les choix de promotion s'orientent vers ces salariés-là, et non ceux dont le seul mérite semble être une soumission aveugle et la veulerie.

Sur le plan social, il est urgent de sortir d'une conception archaïque des relations sociales. Le temps est venu de faire le pari de la vérité, de la transparence et de la considération envers les salariés.

Le préalable, c'est un signal clair, celui de l'abandon de toutes sanctions disciplinaires et de toutes poursuites judiciaires. Nous l'attendons.

En effet, aujourd'hui, les premières annonces de nos dirigeants légitiment les objectifs des salariés en grève et les actions menées. Il n'est donc pas normal que ce soit les agents grévistes qui paient l'addition pour remettre l'entreprise sur une trajectoire plus en phase avec nos valeurs de service public et nos engagements industriels et sociaux.

Des mesures concrètes pour minimiser l'impact financier de la grève sont donc également attendues.

Une nouvelle politique industrielle et sociale à ENEDIS, c'est possible. ENEDIS a les moyens pour cela et ce n'est qu'une question de choix.

C'est nécessaire et urgent car, sur le fond, rien n'est réglé :

- D'abord parce qu'il n'y a aucune réponse aux revendications salariales. Ce problème du pouvoir d'achat devient critique et ENEDIS ne peut pas se réfugier derrière la Branche pour essayer d'esquiver ses responsabilités.

La CGT est en attente de mesures concrètes, très vite.



- Ensuite, parce que les orientations stratégiques d'ENEDIS restent. Les inflexions consenties ne les remettent pas fondamentalement en cause.

Or, nos dirigeants feraient une erreur en analysant le conflit comme un phénomène corporatiste confiné à l'exploitation. C'est une lutte qui dépasse largement leur situation particulière : leur bataille concerne l'avenir de l'entreprise, vise à requalifier son rôle et ses missions de service public.

À cet égard, nous soulignons leur intelligence : ils ont bien mesuré que les objectifs de nos dirigeants se résument à faire le maximum de cash. Sans remise en cause de cette logique qui se fait contre les salariés d'ENEDIS, contre les usagers, et nous mène inexorablement dans le mur, les marges de manœuvre pour répondre à leurs revendications n'existent pas.

À défaut d'une réponse des dirigeants d'ENEDIS sur ces sujets essentiels, il est probable que la rentrée soit à haut risque... Et que même l'été ne soit pas apaisé. Ce sera aux salariés de le décider.

La CGT, quant à elle, prend acte de cette réalité et considère que la situation d'ENEDIS reste préoccupante.

C'est pourquoi, la CGT va poursuivre ses rendez-vous avec les acteurs de l'énergie pour imposer plus de contraintes de service public et plus de contrôle des moyens alloués au distributeur.

Nous allons également intensifier notre déploiement en interne pour que la prise de conscience de la gravité de la situation se généralise.

Le travail de fond engagé depuis fin 2017 a porté ses fruits. Il a contribué à accélérer la réaction et construire le rapport de force sur des bases solides. Maintenant, ce sont tous les salariés qui doivent prendre leurs responsabilités. Ils ne sauveront pas notre modèle d'entreprise par procuration. Ce sont ceux qui se battent qui en récolteront les fruits.

Bref, en guise de conclusion, notons que le conflit actuel n'est pas terminé parce que la direction d'ENEDIS n'a pas décidé de mettre les moyens suffisants pour cela et refuse de remettre en cause le sens de ses orientations stratégiques ou de ses modes de management.

Tout au plus, l'été marque la fin d'une première séquence de contestation, en aucun cas un achèvement.

Quand la CGT a commencé à alerter sur la situation catastrophique d'ENEDIS, il y a plus d'une année, nous savions que la bataille pouvait être longue. Les salariés le constatent aujourd'hui alors que d'autres nuages s'amoncellent : les retraites et la question de l'avenir du groupe EDF risquent de devenir eux aussi des sujets majeurs à la rentrée.

Mais nous sommes confiants au vu de la réaction des salariés.

Nous allons gagner la remise d'ENEDIS sur les rails du service public national dans l'intérêt commun de ses salariés et des usagers.

Au vu du contexte actuel, la CGT a quitté la séance du CCE. Nous dénonçons l'attitude de la direction d'ENEDIS dans les négociations nationales et locales dans le cadre du conflit actuel : c'est 1 pas en avant puis 2 en arrière ! Quant au dialogue social dans l'organisme, cela devient une guignolade... Qu'on en juge :

ÉVOLUTION DES BRIPS : CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN À VOIR !



La direction se targue depuis plusieurs mois de concertation sur ce dossier. C'est faux ! Avec la CGT en tout cas. La direction n'a pas jugé utile de répondre aux multiples questions posées il y a plus de 6 mois par notre délégation accompagnée de salariés des BRIPS. Et ce n'est pas tout. Il a fallu renvoyer ces questions à une direction qui nous déclarait les avoir perdues !



La CGT ne cautionne en aucun cas les solutions d'organisation présentées dans ce dossier et encore moins sa justification liée aux nouvelles régions administratives. Ce sont maintenant les CE qui vont devoir se prononcer sur ce dossier puisque la direction a décidé de se contenter d'une information du CCE.

CINKE PRV : TOUT VA BIEN !



Vous faire travailler plus, cela semble vous satisfaire, d'après la direction...

La CGT réfute le dossier présenté par une direction qui se moque des salariés : pour elle, tout va bien hormis quelques inquiétudes !

La CGT a un autre « REX » à sa disposition : le retour des salariés qui ne veulent pas de cet outil dont l'objectif est d'intensifier leur journée de

travail pour compenser le manque de moyens dans les bases opérationnelles.

Quant à appliquer les recettes de programmation de la clientèle dans les exploitations, c'est un non sens.

On comprend mieux pourquoi la direction n'a pas tenu son engagement de venir recueillir l'avis du CCE avant déploiement de cet outil.



La CGT demande l'abandon de CINKE-PRV.

POLITIQUE ET STRATÉGIE SI À ENEDIS : LES SI SONT AU SERVICE ! ÉLOGE DU BON SOLDAT...

La feuille de route de la DSI est alignée sur le projet « *plus loin ensemble, un nouvel élan* »... C'est tout dire ! **En gros, on dépense plus de 600 millions par an pour donner aux métiers les moyens de faire des gains de productivité.**

Plutôt que d'améliorer la qualité du service rendu ou les conditions de travail, il s'agit de réaliser des économies, de contribuer aux suppressions d'emplois, d'intensifier le travail pour ceux qui restent. Belles perspectives !

La DSI réfléchit aussi sur sa future organisation dont le grand principe semble la concentration de ses effectifs sur 2 sites, en IDF et à Lyon. Nous ne savons pas avec qui cette direction construit ces « *principes en concertation avec les partenaires sociaux* », mais ce n'est en tout cas pas avec la CGT.

C'est même le contraire que nous revendiquons pour l'UOI et l'USR : le maintien de la proximité !

La DSI annonce enfin vouloir contrôler l'inflation de ses dépenses. Cela ne coûte rien de le dire. Par contre, **dans le contexte actuel, déclarer qu'aujourd'hui « les changements se font (souvent) par expérimentations, généralisées par la suite », il fallait oser ! Avouer que les expérimentations ne sont que des moyens d'imposer de manière douce et « par le bas » des projets, voilà qui a le mérite de la franchise !**

Franchise ou erreur de communication ?



Enfin, la CGT constate que les DR anticipent sur les effets hypothétiques des outils SI pour faire des économies. De fait, le numérique sert surtout aujourd'hui d'alibi pour justifier d'une politique antisociale et qui se fait contre les intérêts des usagers. C'est dommage, les nouvelles technologies méritent mieux. Comme quoi, le progrès n'a de sens que s'il est utilisé à des fins utiles et morales...

17 MAIRES ONT D'ORES ET DÉJÀ PRIS DES DÉLIBÉRATIONS EN FAVEUR D'UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE.

Leurs délibérations sont consultables sur www.oui-au-servicepublic-gazelectricite.fr rubrique « *lettres aux élus* »

BILAN SOCIAL : UNE PHOTOGRAPHIE D'UNE POLITIQUE ANTISOCIALE



120 pages de chiffres. Retenons simplement une phrase de l'édito :
« Notre capacité à faire face à la fois à nos besoins industriels tout en adaptant le grément de nos compétences à la réduction des effectifs est donc un enjeu essentiel pour permettre la performance et la réussite de l'entreprise dans la durée. »

Tout est dit, mais tentons une petite traduction. Pour pouvoir continuer à faire un maximum de cash, il est essentiel de réduire les emplois tout en faisant travailler plus ceux qui restent. Cela va être assez compliqué de faire face à nos besoins sur le plan industriel puisqu'une fois de plus le nombre de salariés d'exécution baisse, et plus généralement la part des effectifs opérationnels !

Autrement, la masse salariale ralentit avant de baisser, et seuls les mauvais résultats dans le domaine de la sécurité semblent partis pour se porter durablement bien ! C'est vrai qu'on renouvelle les effectifs, mais dans quelles conditions ?



*Bon, d'après nous, avec cette logique, il y a peu de chance que cela se fasse « dans la durée ».
Une raison de plus de se mobiliser pour imposer une autre politique industrielle et sociale !*

ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES : LE TEMPS EST À L'ORAGE À ENEDIS

(→ suite) Nous avons, dès hier soir, décidé d'informer tous les salariés susceptibles d'être appelés en renfort pour organiser ce refus.

Avec un mot d'ordre clair : pas de réponse aux revendications des salariés, pas de renforts !

Ce mot d'ordre a été très vite diffusé et largement suivi d'effets, rendant l'organisation des renforts très problématique pour ENEDIS.

Les agents d'ENEDIS en ont ras le bol de porter seuls les valeurs et la responsabilité du service public aux usagers dans des conditions de plus en plus dégradées et alors que leurs dirigeants ont décidé d'une politique de casse de leur entreprise.

La direction d'ENEDIS communique déjà pour essayer de culpabiliser les agents. Cela ne marche plus car tout le monde a bien compris qui sont les fossoyeurs du service public.

La CGT alerte depuis une année sur les reniements sociaux et industriels d'ENEDIS, que rien ne justifie.

L'argent des usagers est détourné de son objet uniquement pour faire toujours plus de cash et augmenter les remontées de dividendes. Cette politique se fait sur le dos des salariés et se fait contre l'intérêt général.

Ce n'est plus possible de continuer ainsi. L'action symbolique des agents montre ce que serait la distribution pour les usagers si on laisse les dirigeants d'ENEDIS nous amener dans le mur et si le service public est abandonné.

**La CGT va communiquer sur cette situation inédite à ENEDIS qui marque une nouvelle marche dans le durcissement du conflit et l'installe dans la durée y compris cet été.
Au vu du contexte actuel, les élus CGT ne tiendront pas ce CCE.**

ILS ONT [VRAIMENT] BESOIN DE VACANCES... DÉFINITIVES !

Le conflit actuel est à l'initiative des salariés, avec la CGT.

Les autres organisations syndicales se sont contentées (dans le meilleur des cas) de suivre le mouvement, y compris en reprenant les positions de la CGT.

Ce qui ne les empêche pas aujourd'hui, sans vergogne, de tenter de récupérer le mouvement. Suffit-il de quelques tracts pour pouvoir s'arroger les acquis d'une lutte ? Ces tentatives d'appropriation sont pathétiques.

On donnera la palme de la mythomanie à la CFDT.

Elle a refusé de s'associer au mouvement mais déclare avoir tout gagné... La direction, saisie d'effroi devant cette organisation, lui aurait tout concédé...

On récompensera la CFE-CGC du prix du retournement de veste.

Hier, elle expliquait que la grève était archaïque et ne servait à rien. Aujourd'hui, elle communique sur ses vertus irremplaçables et justifie même les actions « dures » en faisant mine d'oublier ses multiples condamnations.

Il suffit de quelques rappels pour voir combien ces postures manquent de dignité :

- Silence absolu des syndicats FO, CFDT et CFE-CGC pendant plus d'une année sur les nouvelles orientations d'ENEDIS alors que la CGT, seule, alertait à l'externe et à l'interne.
- Reprise des arguments mensongers de la direction pour tenter

de justifier leurs orientations, c'est-à-dire les suppressions d'emplois, de sites de travail, la remise en cause de l'astreinte, etc. Nos dirigeants n'étaient pas responsables de leurs choix politiques !

- Accompagnement par la CFE-CGC de la direction dans une action en justice devant le Conseil d'État pour contester le Tarif... Qui se serait traduit, en cas de réussite, par une hausse de la facture des usagers pour augmenter encore un peu plus les dividendes !
- Vote au CÉSE (Conseil économique, social et environnemental) sur une proposition d'éclatement d'ENEDIS en Régies. Vote POUR : la CFDT, et ABSTENTION (honteuse) côté CFE-CGC !
- Refus de s'associer au droit d'alerte économique et social du CCE.

Pour les militants et les salariés investis depuis des semaines dans la lutte, il est toujours pénible d'entendre les rodomontades claironnées par des résistants de la dernière heure.

Ne pas avoir la même position que la CGT, dans un espace d'expression démocratique, c'est tout à fait estimable.

Ne pas assumer ses idées, se positionner au gré des circonstances et de l'opinion dans le seul but de maintenir son audience, c'est malhonnête.

**Font-ils le pari du manque de mémoire des salariés ?
La CGT fait le pari contraire !**